

■ Namur | Pompiers

Réactions au débat sur Canal C

► Ecolo et MR ont réagi au débat sur la réforme des services d'incendie.

Le débat sur la réforme des services d'incendie, diffusé dans l'émission "Point barre" de Canal C lundi soir, a fait réagir le monde politique. Les représentants Ecolo ont été "plus que choqués" par l'attitude du bourgmestre d'Andenne qui "joue un rôle majeur dans ce blocage, refusant le dialogue, alignant les arguments de mauvaise foi, empêchant toute avancée positive dans ce dossier et prenant en quelque sorte en otage les 500000 citoyens de la province de Namur", précise le communiqué. Les Verts tiennent à redire leur soutien à la réforme des services d'incendie décidée au niveau fédéral, et se désolent de "l'incapacité des bourgmestres namurois à s'accorder sur la manière d'implémenter la réforme sur notre territoire et d'accentuer les collaborations administratives et fonctionnelles entre services". Pour les Verts, c'est, faute d'accord, plus d'1,3 million d'euros qui risquent d'être perdus pour l'année 2010 pour les services d'incendie namurois et au moins autant pour les années suivantes. Ecolo appelle donc toutes les forces vives namuroises à "d'urgence se remettre autour de la table pour trouver les meilleures réponses aux enjeux de sécurité qui se posent à nos communes".

Par ailleurs, dans un communiqué, le sénateur-Bourgmestre MR de Rochefort François Bellot, le député-Bourgmestre PS de Sambreville Jean-Charles Luperto, et le député-Bourgmestre PS de Beauraing Jean-Claude Maene, qui, eux, participaient au débat télévisé, tiennent à "se désolidariser du triste spectacle que certains protagonistes ont proposé au cours de cette émission". Pour eux, la tournure des débats et la colère disproportionnée de deux figures emblématiques – corps des pompiers et bourgmestre d'une grande ville –, ont détourné l'émission de son sujet : l'opportunité de la mise en place d'une zone unique de secours en Province de Namur qui va de l'intérêt des citoyens. Ils estiment que la démocratie et la sécurité des citoyens ont été bafouées, et crient que "dix communes n'empêcheront pas les 28 autres communes de prendre leur envol".

St. G.